



TERMES DE REFERENCE Évaluation Finale du Projet

Projet :
"CONTRIBUTION A L'AUGMENTATION DURABLE ET EQUITABLE DE LA PRODUCTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DANS COMMUNE DES COTES DE FER »



Alianza por la
Solidaridad

Member of
act:onaïd



Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est
(CROSE)

1. Introduction

Alianza por la Solidaridad et son partenaire stratégique dans le Département du Sud-Est CROSE (Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est) ont travaillé dans la Commune de Côtes de Fer, l'objectif de promouvoir les conditions d'un développement économique équitable dans la Commune de Côtes de Fer, que la Commune, l'accès au développement est recherché pour augmenter de manière durable et équitable la production des exploitations agricoles dans la Commune Côtes de Fer. L'acquisition de compétences de gestion et la réduction de la précarité de la production favoriseront l'autosuffisance des titulaires de droits, mais aussi leur autonomie en les encourageant à entrer dans des espaces de cogestion et de décision au niveau local et en leur fournissant des outils qui leur permettront d'y jouer un rôle de premier plan.

L'accent a été mis sur l'amélioration des capacités de planification, ce qui aura également un impact sur la bonne coordination et la gouvernance locale, en responsabilisant et en renforçant les autorités au niveau des communes (conseil municipal) et des sections communales (CASEC, ASEC). En outre, l'engagement à réduire l'écart entre les sexes dans la commune permettra aux changements qui ont lieu d'avoir un effet positif sur les hommes et les femmes.

Afin d'utiliser cette approche, une série d'activités ont été combinées, allant de la formation, de la fourniture d'équipements, de l'assistance technique et du plaidoyer politique, au renforcement des partenaires locaux. À cette fin, l'intervention a été menée à travers 3 lignes d'action principales :

1. Une meilleure préparation de la population aux effets de la sécheresse et du changement climatique, en mettant l'accent sur la formation aux effets du changement climatique et à la manière de les reconnaître en fonction des bio-indicateurs et des infrastructures pluviales. Tout cela afin d'être préparé de manière communautaire en suivant le Plan d'urgence communal.
2. Amélioration de l'efficacité productive des petites exploitations agricoles, en mettant particulièrement l'accent sur l'accès à l'eau pour la diversification agricole
3. Renforcement des capacités organisationnelles et de la promotion des droits des femmes, défense des nouvelles masculinités et campagnes en faveur des droits des femmes.

Le travail avec les communes des Côtes de Fer a facilité la gestion participative des ressources qui bénéficiera indirectement à 49 037 habitants.

Dans le cadre de cette initiative, une évaluation finale du projet est proposée.

Cette évaluation répond à l'intérêt de tirer des enseignements des actions menées pendant les années du projet. L'évaluation proposée a deux objectifs : a) évaluer la situation dans laquelle le projet a été réalisé, ainsi que connaître les principaux défis auxquels cette initiative est confrontée ; b) le développement et la réalisation des résultats et l'objectif spécifique d'évaluer si l'objectif général du projet a été contribué.

2. Profile du Consultant

L'évaluation sera effectuée par une personne physique ou morale qui doit avoir au moins

- Connaissances et expérience en matière de planification, de gestion et de méthodologie d'évaluation de projets.
- Expérience spécifique dans l'évaluation de projets productifs (au moins 5 ans), le renforcement institutionnel et la société civile avec une approche de genre.
- Connaissances et expériences spécifiques en Haïti
- Ne pas avoir eu de relation de travail avec Alianza ou son partenaire de projet pendant au moins deux ans avant la proposition d'embauche pour l'évaluation, ou liée à la conception, la gestion ou la mise en œuvre de l'intervention à évaluer.
- Dans le cas d'une équipe d'évaluation, une équipe multidisciplinaire sera envisagée. Dans la mesure du possible, la participation de professionnels du pays où l'intervention est développée ou de son environnement sera encouragée, en tenant compte de l'équilibre entre les sexes.
- L'équipe de consultants doit parler couramment le français, le créole.
- **Le rapport d'évaluation doit être soumis en espagnol.**
- L'expérience dans des projets avec une approche de genre et des actions environnementales sera un atout.

3. Dossier de candidature

Le processus d'évaluation de la proposition technique sera effectué selon les critères suivants :

- Qualité et expérience de l'équipe de consultants. (40 points)
 - Le curriculum vitae de chaque membre de l'équipe. (20 points)
 - Un mémoire précisant les études similaires réalisées, notamment au cours des deux dernières années, et le rôle développé par la personne ou l'entreprise dans ces études d'évaluation. (20 points)
- Qualité technique de la proposition. Une proposition technique pour la réalisation de l'étude selon le cahier des charges ci-joint. Cette proposition comprend une matrice d'évaluation indiquant pour chaque étude. (60 points)
 - Critères ou questions sur les techniques ou la méthodologie à utiliser. (40 points)
 - Une offre financière (20 points)

Le dossier de candidature pourra être soumis en français, mais **le rapport d'évaluation doit être soumis en espagnol.**

Le montant maximum disponible pour cette prestation est de 6.000 USD.



4. Date et Remise de Candidature

La date limite de soumission des offres est fixée au **04 avril 2021** Les offres doivent être soumises par voie électronique au courrier de l'entité responsable de l'évaluation : jvelez@aporsolidaridad.org et mlopez@aporsolidaridad.org

Veillez indiquer dans l'objet du mail la référence “Evaluación final Proyecto 18-PR-1289”

Seuls les candidats pré sélectionnés seront contactés

Les partenaires du projet appliquent dans les processus de sélection de personnel et services le principe de non-discrimination de genre, race, religion ou orientation sexuelle.



**Términos de Referencia para la evaluación final del Proyecto
AECID 18-PR-1289 “Contribución al aumento sostenible y equitativo de la producción de las
explotaciones agrarias de la Comuna de Côtes de Fer”**

Financé par:
Funded by:
Financiado por:



INDICE

I. INTRODUCCIÓN	7
II. OBJETO DE LA EVALUACIÓN Y ANTECEDENTES	8
III. ACTORES IMPLICADOS	10
IV. ALCANCE DE LA EVALUACIÓN	11
V. PREGUNTAS Y CRITERIOS DE LA EVALUACIÓN	11
VI. METODOLOGÍA Y PLAN DE TRABAJO	15
VII. DOCUMENTOS Y FUENTES DE INFORMACIÓN.....	17
VIII. ESTRUCTURA Y PRESENTACIÓN DEL INFORME DE EVALUACIÓN.....	17
XI. EQUIPO EVALUADOR	19
X. PREMISAS DE LA EVALUACIÓN, AUTORÍA Y PUBLICACIÓN.....	19
XI. PLAZOS PARA LA REALIZACIÓN DE LA EVALUACIÓN.....	20
XII. PRESENTACIÓN DE LA OFERTA TÉCNICA Y ECONOMICA Y CRITERIOS DE VALORACIÓN	21

I. INTRODUCCIÓN

El Proyecto “Contribución al aumento sostenible y equitativo de la producción de las explotaciones agrarias de la Comuna de Côtes de Fer” es una iniciativa de Alianza por la Solidaridad con financiación de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo cuya finalidad es el aumento sostenible y equitativo de la producción de las explotaciones agrarias de la Comuna de Côtes de Fer como medida para promover condiciones de desarrollo económico.

La intervención del Proyecto se ha centrado en tres componentes complementarios. Por una parte, la preparación frente a la sequía y los impactos del cambio climático de la población y los actores locales, la mejora de la eficiencia productiva a través de las fincas de pequeños/as productores y el fortalecimiento de las capacidades organizacionales de las asociaciones de mujeres y difusión de sus derechos fundamentales.

En el marco de esta iniciativa se propone la realización de una evaluación final del proyecto.

Esta evaluación responde al interés para aprender de las actuaciones llevadas a cabo en los años de proyecto. La evaluación que se propone presenta dos fines: a) valorar la situación en la que se ha realizado el Proyecto, así como conocer los principales retos a los que se ha enfrentado esta iniciativa; b) el desarrollo y el cumplimiento de los resultados y objetivo específico para evaluar si se ha contribuido el objetivo general del proyecto.

Atendiendo a su contenido los principales rasgos de la evaluación que se propone son los siguientes:

- Desde un ámbito temporal se tratará de una evaluación **final**, contemplando la valoración del diseño, como del desempeño, el desarrollo hasta el final del proyecto y el cumplimiento de todas las actividades.
- Desde un punto de vista de su **utilidad** deberá generar lecciones aprendidas la obtención de los resultados esperados y recomendaciones. Además de valorar la eficacia, el impacto, eficiencia, pertenencia y sostenibilidad de la intervención.
- Desde el punto de vista del agente evaluador será una evaluación **externa**, aunque su enfoque plantea una metodología participativa que busca contribuir a la apropiación de los resultados de la evaluación por parte de los actores implicados.
- Se tratará de integrar la **perspectiva de género** en la evaluación de este Proyecto, valorando en qué medida se han logrado avances en los resultados relacionados con este ámbito, tanto sean estos resultados generados por acciones específicas en la materia como derivados de aspectos transversales.
- Finalmente, desde un punto de **vista metodológico**, se tratará de una evaluación enmarcada en los principios generales del sistema de evaluación de la Cooperación Española, de acuerdo con lo establecido en la Ley de Cooperación y en los documentos de Metodología de la Cooperación Española (volúmenes I y II) y en el Manual de Gestión de Evaluaciones de la Cooperación Española, y seguirá lo establecido por el Comité de Ayuda al Desarrollo en cuanto a criterios o componentes de la evaluación, procedimientos e instrumentos.

Si bien más adelante se incidirá en las premisas de la presente evaluación en cuanto a autoría y publicación, de acuerdo con lo establecido por el financiador principal (AECID), esta evaluación podrá ser publicada con el objeto de que puedan ser utilizadas como herramientas de aprendizaje.

II. OBJETO DE LA EVALUACIÓN Y ANTECEDENTES

Alianza por la Solidaridad y su socio estratégico en el Departamento del Sudeste CROSE (Coordinación Regional de Organizaciones del Sudeste) han trabajado en la Comuna de Côtes de Fer, el objetivo de promover las condiciones de desarrollo económico equitativo en la Comuna de Côtes de Fer, que la Comuna, acceda al desarrollo se busca aumentar de manera sostenible y equitativa la producción de las explotaciones agrarias de la Comuna Côtes de Fer. La adquisición de capacidades de gestión y la disminución de la precariedad de la producción favorecerán la autosuficiencia de los titulares de derechos, pero también su autonomía pues impulsarán la entrada a espacios de cogestión y de toma de decisión a nivel local y proveen herramientas que les permitan protagonizarlos.

Esto se ha realizado con un enfoque orientado al mejoramiento de las capacidades de planificación también incidirán en la buena coordinación y gobernanza local, responsabilizando y fortaleciendo a las autoridades a nivel de comuna (ayuntamiento) y secciones comunales (CASEC, ASEC). Adicionalmente, la apuesta por disminuir la brecha de género en la comuna permitirá que los cambios que se produzcan afecten de manera positiva tanto a hombres como a mujeres.

Para la utilización de este enfoque, se han combinado una serie de actividades que van desde la formación, la dotación de equipos, la asistencia técnica y la incidencia política, hasta el fortalecimiento de los socios locales. Para ello, la intervención se hizo a través de 3 grandes líneas de acción:

1. **Aumentada la preparación frente a la sequía y los impactos del cambio climático en la población**, con especial énfasis en la formación de los efectos del cambio climático y cómo reconocerlos según los bioindicadores e infraestructuras de pluviometría. Todo para estar preparados de manera comunitaria siguiendo el Plan de Contingencia Comunal.
2. **Mejorada la eficiencia productiva de las fincas de pequeños/as productores**, con especial énfasis de acceso al agua para la diversificación agrícola.
3. **Fortalecidas las capacidades organizacionales y la promoción de los derechos de las mujeres**, la incidencia en las nuevas masculinidades y campañas por los derechos de las mujeres.

El trabajo con la Comunas de Cotes de Fer ha facilitado una gestión de los recursos participativa que beneficiará indirectamente a 49.037 habitantes.

El objeto para evaluar se trata, por tanto, de una intervención que, entre otras, cuenta con las siguientes características:

- Es una intervención con 3 resultados que se llevaron a cabo como una única acción global conjunta y no como una suma de intervenciones individuales.
 - o En el componente de **Aumentada la preparación frente a la sequía y los impactos del cambio climático en la población** se citan tres líneas de actuación:
 - Un sistema de colecta de datos sobre pluviometría (instalación de 6 pluviómetros)

- Formación sobre impacto de la pluviometría para 6 asociaciones y autoridades locales
 - Formación sobre cambio climático y GRD en agricultura
 - Entrega de semillas agroforestales a los viveros locales (DDE) y reforestación de parcelas agrícolas
 - Taller cambio climático y bioindicadores con las autoridades locales
 - Taller con personas mayores sobre bioindicadores de la zona.
 - Producción y publicación de un estudio sobre bioindicadores
 - Elaboración y difusión plan de contingencia comunal
- Respecto al componente de **Mejorada la eficiencia productiva de las fincas de pequeños/as productores**, los esfuerzos se concentran en los aspectos que se listan a continuación:
 - Rehabilitados 1 perímetros de irrigación en la 1ª Sección de Gris Gris
 - Puesta en marcha de 1 perímetro de irrigado (4ª SC Amazone) con energía fotovoltaica (piloto)
 - Composición y formación de un comité de gestión por perímetro
 - Capacitación en gestión económica para las asociaciones ligadas a los perímetros irrigados
 - Distribución de semillas hortícolas (pimiento, tomate, col, zanahoria) para 300 agricultores/as
 - Elaboración de plan de mejora tecnológica agrícola, validado por responsables institucionales
 - Formación y apoyo en la fabricación de abonos orgánicos
 - Seguimiento de la producción
 - Formación y apoyo para implementación del plan tecnológico agrícola
 - En cuanto al componente de **fortalecidas las capacidades organizacionales y la promoción de los derechos de las mujeres**, las líneas de actuación que fomentarán la sostenibilidad de las intervenciones serán las siguientes:
 - Diagnóstico OSC de la Comuna y elaboración de un ciclo formativo con enfoque de género
 - Promoción de los derechos de las mujeres. Proceso formativo para mujeres integrantes de OSC para fortalecer sus capacidades
 - Formación en nuevas masculinidades para 50 hombres integrantes de OSC
 - Diseño campaña de sensibilización sobre derechos fundamentales de la mujer
 - Realización de una campaña de sensibilización sobre Derechos de la Mujer El proyecto se enmarca dentro del sector principal

Los **titulares de derecho** que se programaron en el comienzo del proyecto fueron los siguientes:

- En general, la población rural de las comunas de Côtes de Fer (estimada en 49037 personas (23 235 mujeres y 25 902 hombres) Toda esta población será beneficiaria de las acciones de preparación frente a los efectos del cambio climático, del Plan de Contingencia Comunal, el estudio de bioindicadores y el estudio diagnóstico sobre la sociedad civil.
- En específico 300 agricultores/as vinculados a organizaciones locales (de los cuales, al menos, el 60% serán mujeres) de tres secciones comunales (1ª SC Gris Gris, 2ª SC de Laviche y 4ª SC de Amazone) verán aumentada su producción de manera resiliente. Además, estas personas tendrán acceso a un sistema de regadío rehabilitado para la mejora de la eficiencia de sus parcelas y unas 40 agricultoras/es serán beneficiarias de una experiencia piloto de regadío con energía fotovoltaica. .-
- Al menos 150 personas (10% de Hombres) se beneficiarán de actividades ligadas a reducir la brecha de género.
- El presupuesto del proyecto asciende a 500.000 €, El 100 % del presupuesto corresponden a la financiación otorgada por AECID.
- La duración del proyecto va desde marzo de 2019, hasta el 31 de agosto 2021 (30 meses).

III. ACTORES IMPLICADOS

El proyecto se organiza según lo definido en el Marco Lógico y el Cronograma fijados con el financiador AECID y otras comunicaciones oficiales. Así como los protocolos de colaboración firmados con el socio estratégico CROSE.

Paralelamente, los agentes implicados en la intervención a evaluar y en la propia evaluación son:

1. Socio local: directores/as ejecutivos, así como personal local relevante en el desarrollo de la intervención en puestos ejecutivos o técnicos y administrativos.
2. Población beneficiaria: Se seleccionarán grupos focales de beneficiarios/as con el criterio de relevancia y representatividad en las dos Secciones que hemos trabajado (3 perímetros irrigados) zona geográfica en la cual se ha dado inicio a las actividades agrícolas.
3. Autoridades locales y departamentales: Se seleccionarán algunas autoridades locales del Ayuntamiento de Côtes de Fer, así como al CASEC/ASEC de Secciones de la implementación. La coordinación con la Dirección Departamental del Sudeste de la Protección Civil implicado en el desarrollo del Plan de Contingencia y con el Dirección Departamental de la Agricultura (BAC) para el alineamiento de las acciones agrícolas y de lucha contra la sequía.
5. Alianza por la Solidaridad y Alianza por la Solidaridad Haití: Responsables del Proyecto en Madrid, en Haití, responsables de cada área técnica, administrador/a, contable.
6. Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID): Oficina Técnica de Cooperación AECID en Puerto Príncipe y la Unidad de Seguimiento del Proyecto AECID en Madrid.

Comisión de Seguimiento: Estará formada por personal de Alianza por la Solidaridad en sede y en la oficina en Alianza por la Solidaridad Haití, así como por el personal del equipo técnico del socio clave CROSE.

Esta Comisión tendrá un papel activo durante el diseño de la propuesta de evaluación y su seguimiento, de forma que se conjuguen los intereses de la agencia financiadora, socios locales y Alianza por la Solidaridad. En concreto la Comisión de seguimiento tiene como funciones:

- Facilitar la participación de los actores implicados en el diseño de evaluación
- Aprobar los documentos de planificación de la evaluación
- Facilitar al equipo evaluador el acceso a toda la información relevante y a los informantes clave.
- Supervisar la calidad del proceso y los documentos e informes que se generen.
- Difundir los resultados de la evaluación como mínimo entre los actores implicados.
- Coordinar a la Unidad Gestora.

Unidad Gestora: Formada por personal de Alianza por la Solidaridad en el terreno y en sede, forma por tanto parte de la Comisión de Seguimiento. La Unidad Gestora tiene como funciones:

- Encargarse de que el proceso evaluativo se realiza según lo establecido.
- Impulsar y liderar el diseño de la evaluación, elaborando los TdR.
- Coordinar y supervisar la calidad del proceso.
- Seleccionar y contratar al equipo evaluador.
- Facilitar el trabajo de campo del equipo evaluador y comprobar el cumplimiento de la planificación.
- Supervisar los documentos e informes y remitirlos a la Comisión de seguimiento.
- Apoyar a difundir los resultados de la evaluación entre todos los actores implicados.

IV. ALCANCE DE LA EVALUACIÓN

Como ya se ha señalado, la evaluación que se propone presentará dos fines: a) valoración de los resultados alcanzados por el Proyecto; b) la generación de procesos de aprendizaje para futuras intervenciones en este ámbito a partir de la información sobre lecciones aprendidas, buenas prácticas y una propuesta de recomendaciones a ese efecto. Para ello, el ámbito de estudio que se propone es el siguiente:

- Desde un ámbito temporal se tratará de una evaluación final que cubra todo el periodo de ejecución, contemplando la valoración de tanto del diseño como del desempeño y los resultados y efectos de la intervención.
- Geográficamente se centrará en las acciones llevadas a cabo en Côtes de Fer
- enfoca a aspectos de
- Dentro de la acotación del estudio, esta evaluación se centrará en los procesos de ejecución y/o de resultados.

V. PREGUNTAS Y CRITERIOS DE LA EVALUACIÓN

El propósito de la presente evaluación consiste en disponer de una valoración del desempeño y de los resultados de la intervención. Para ello el equipo externo de evaluación contará con acceso a la

información documental que considere oportuna, el apoyo y acompañamiento en las visitas y entrevistas que se considere relevantes. La evaluación tendrá, por tanto, los siguientes propósitos:

- Conocer el funcionamiento de la intervención y la eficiencia del modelo de gestión a partir del análisis de los mecanismos institucionales, que permita revelar los factores de éxito y las limitaciones del trabajo entre los socios y otros implicados.

Por tanto, la evaluación objeto de este documento se ordena en torno a tres niveles de indagación que son los siguientes: pertinencia, desempeño y los resultados del Proyecto.

Para cada uno de esos niveles se han establecido toda una serie de preguntas articuladas en torno a unos criterios generales de evaluación. Así, para el nivel de pertinencia, se contemplan los criterios de pertinencia, coherencia y apropiación; para el desempeño se incorporan los criterios de eficacia y eficiencia; y en el nivel de resultados se han incluido los criterios de eficacia, eficiencia y sostenibilidad.

Las principales preguntas a las que la evaluación deberá dar respuesta en los diferentes niveles de indagación según los criterios considerados son las siguientes:

NIVEL DE LA INDAGACIÓN	CRITERIO O COMPONENTE DE LA EVALUACIÓN	PREGUNTAS PARA LA EVALUACIÓN
Diseño	Pertinencia, coherencia y apropiación	<ol style="list-style-type: none"> 1. ¿En qué medida la estrategia de intervención ha estado adaptada al contexto político y socio cultural? 2. ¿En qué medida el diseño del Proyecto fue realista y ha respondido a las necesidades e intereses de las instituciones socias nacionales, otros actores presentes en el territorio y de los colectivos destinatarios (distinguiendo entre los hombres y las mujeres)?
Desempeño	Eficacia	<ol style="list-style-type: none"> 3. ¿En qué medida se ha aportado solución de los problemas identificados? 4. ¿En qué medida el modelo de gestión del Proyecto ha permitido poner en valor la experiencia conjunta de las organizaciones en la consecución de los resultados? 5. ¿La puesta en marcha de las actividades ha contado con la participación del colectivo beneficiario? ¿Ha tenido en cuenta el contexto social, económico, político y cultural?
	Eficiencia	<ol style="list-style-type: none"> 6. ¿Cuál ha sido la percepción de los socios y de las

NIVEL DE LA INDAGACIÓN	CRITERIO O COMPONENTE DE LA EVALUACIÓN	PREGUNTAS PARA LA EVALUACIÓN
		<p>instituciones locales sobre los retrasos en la ejecución?</p> <p>7. ¿Qué complicaciones ha habido para cumplir los plazos establecidos? ¿Se ha respondido de manera adecuada?</p> <p>8. ¿De qué manera ha influido el contexto socio-político (pays lock) y el COVID-19 en la zona para la ejecución de las actividades del proyecto?</p>
Resultados	Eficacia	<p>9. ¿Se han alcanzado los resultados y objetivos previstos de la intervención? ¿Hasta qué punto y con qué limitaciones?</p> <p>10. ¿Los agricultores/as beneficiarios del proyecto han mejorado su desempeño/producción presente y futura?</p> <p>11. ¿Ha aumentado la participación de las mujeres que se benefician de recursos productivos?</p> <p>12. ¿El colectivo beneficiario está poniendo en prácticas las tecnológicas agrícolas dotadas por el proyecto?</p> <p>13. ¿Ha aumentado el uso de abonos e insecticidas orgánicos entre el colectivo beneficiario?</p> <p>14. ¿Existe una mayor participación de las mujeres en las OCB?</p>
	Eficiencia	<p>15. ¿Ha sido eficiente la transformación de los recursos en los resultados? (¿se podrían haber conseguido resultados similares con un consumo de recursos sustancialmente menor?)</p> <p>16. ¿En qué medida la colaboración institucional y los mecanismos de gestión articulados han contribuido a alcanzar los resultados de la intervención?</p>
	Sostenibilidad	<p>17. ¿Demuestran los socios locales capacidad técnica y compromiso de liderazgo para continuar trabajando con iniciativas similares o para repetirlo?</p>

NIVEL DE LA INDAGACIÓN	CRITERIO O COMPONENTE DE LA EVALUACIÓN	PREGUNTAS PARA LA EVALUACIÓN
		18. ¿Las actividades de refuerzo de capacidades de los y las titulares de derechos, titulares de obligaciones y titulares de responsabilidades han contribuido a la sostenibilidad del proyecto? 19. ¿El proyecto ha generado alguna buena práctica en relación a la mejora de la producción agroecológica y adaptación a la sequía?
	Impacto	20. ¿El proyecto ha logrado un impacto positivo sobre los y las titulares de derechos? 21. ¿Se han producido otros impactos positivos o negativos no previstos sobre los y las titulares de derechos?

De acuerdo con el Manual de Gestión de las Evaluaciones de la Cooperación Española, en función de las preguntas de la evaluación y los niveles de análisis que se definen se desarrollarán los criterios de evaluación a tener en cuenta para el análisis (elementos en torno a los que se estructurará la evaluación). Se pueden considerar la definición de los criterios de evaluación de la cooperación al desarrollo, además de otros que se consideren relevantes tras el análisis de las preguntas de evaluación.

En definitiva, los criterios deben ser producto de las preguntas de la evaluación y en el caso que nos ocupa se definen de la siguiente manera y se priorizan en función de la necesidad del proyecto:

CRITERIO	PRIORIDAD
Pertinencia: En qué medida se justifica aún el proyecto en relación a las prioridades de desarrollo locales y nacionales	2
Eficacia: En qué medida el objetivo específico ha sido alcanzado sobre la base de los resultados del Proyecto.	1

<p>Eficiencia: Análisis de los resultados en relación con el esfuerzo realizado. Examinar si los mismos resultados podrían haberse logrado de otra forma mejor</p>	3
<p>Viabilidad/ Sostenibilidad: Un somero análisis acerca de en qué medida los efectos positivos del Proyecto podrían continuar después de que la ayuda externa haya finalizado.</p>	2
<p>Impacto: En qué medida se ha cumplido el objetivo general del Proyecto. El efecto multiplicador de las acciones llevadas a cabo. Los posibles efectos negativos producidos durante la intervención.</p>	2

Priorización del 1 (max.) al 4 (min.)

VI. METODOLOGÍA Y PLAN DE TRABAJO

Teniendo en cuenta el carácter de evaluación final, las preguntas y los criterios que se contemplan en los otros capítulos de estos Términos de Referencia, resulta necesario considerar que la evaluación será desde el punto de vista metodológico, esencialmente cualitativa y cuantitativa. Existirán tres grupos de técnicas que serán fundamentales a la hora de recopilar la información imprescindible para intentar responder con un razonable grado de certidumbre a las preguntas que orientan el ejercicio de evaluación: análisis documental, entrevistas y observación directa, lo que obviamente, obligará al desplazamiento de El equipo de consultor al lugar de ejecución del proyecto. Las técnicas metodológicas para utilizar para realizar la evaluación serán el análisis documental, entrevistas individuales o grupales. También puede considerarse, opcionalmente, la realización de encuestas.

La metodología específica y las técnicas concretas que se usará en la evaluación deberán ser descritas con detalle en el plan de evaluación y en el informe final de la evaluación y como mínimo contendrá información de los instrumentos usados para la recolección y análisis de datos ya sean documentos, entrevistas, visitas de campo, cuestionarios o técnicas participativas.

Ante la eventual dificultad de abarcar todas las preguntas clave acordadas con los socios locales y Alianza por la Solidaridad, el equipo evaluador, en concordancia con la Unidad Gestora, ha de priorizar aquellas cuestiones que, sin menoscabar la utilidad de la misma y los intereses principales, permitan abordar el análisis posterior con las debidas garantías de rigor metodológico y sustento interpretativo de los hallazgos.

Para el desarrollo de los trabajos aquí contemplados se ha previsto la **cantidad de 6.000 USD**, impuestos incluidos.

La cantidad anteriormente indicada incluirá todos los costes derivados del trabajo a realizar, debiendo detallar El equipo de consultor el importe que corresponda a honorarios, desplazamientos, alojamiento y manutención, seguros, y cualquier otro gasto en que pudiese incurrirse.

Los productos que se van a obtener son (señale cuáles):

- x Informe preliminar resultado del estudio de gabinete
- x Memoria de campo resultado del trabajo de campo
- x Borrador del informe de evaluación
- x Informe final de evaluación

Dentro del primero de los productos se debe incluir una matriz de evaluación donde se reflejen las siguientes cuestiones:

- Niveles de indagación: diseño, proceso y resultados.
- Criterios o componentes de la evaluación: pertinencia, eficiencia, eficacia, impacto y sostenibilidad.
- Las preguntas a las que la evaluación intentará dar respuesta.
- Los posibles indicadores que se tratará de contrastar para poder responder a las preguntas, incluyendo aquellos de la formulación inicial, los que se hayan ido desarrollando en la ejecución y los que la propia evaluación considere oportunos.
- Las herramientas que se sugieren para poder valorar esos indicadores y responder a las preguntas propuestas.

Se establece una evaluación en tres fases para la duración total de 6 semanas que serán las siguientes: una inicial de trabajo de gabinete, la segunda fase de trabajo en el lugar de intervención y la tercera fase en la que se realizarán nuevamente trabajos de gabinete.

Estudio de gabinete: Se contempla la firma del contrato, la reunión inicial de presentación del equipo, el análisis de la documentación disponible por parte del equipo de consultor en sus lugares de origen, la preparación y negociación del Plan de evaluación (los instrumentos metodológicos y las herramientas de recolección de datos, así como su factibilidad para la recolección y procesamiento de datos) y la presentación de este documento a los responsables del Proyecto.

Al final de esta fase, el equipo evaluador presentará una matriz de evaluación y opciones metodológicas propuestas. Dicha matriz comprende, en columnas consecutivas, los siguientes elementos: I) criterios de evaluación y sus preguntas relevantes, II) indicadores que operacionalizan esas preguntas, III) propuesta de técnicas de recolección de información para cada caso.

El diseño final bajo representación matricial será aprobado por la Unidad Gestora como finalización de la fase de estudio de gabinete.

Durante este periodo se acordará igualmente la agenda para el trabajo de campo, para lo cual se definirá junto con la Comisión de Seguimiento de la Evaluación el itinerario para el trabajo en terreno, informantes clave y agenda para el trabajo.

Trabajo de campo: El equipo de consultor se desplazará a la zona de intervención con el fin de realizar las entrevistas, reuniones y la aplicación de las herramientas previstas en el Plan de evaluación. Durante esta fase se comenzará a preparar de manera simultánea el borrador del informe y se realizará una reunión de restitución de la información con los implicados en el Proyecto antes de abandonar la zona de intervención.

Durante el trabajo de campo se producirá la información de calidad necesaria, cuantitativa y cualitativa, para cubrir las necesidades de información expresadas en los puntos anteriores utilizando las herramientas previamente diseñadas.

El trabajo de campo tiene lugar en las diferentes zonas donde se desarrollan las actividades y también en las unidades de gestión, planificación y dirección de los socios locales, habida cuenta de que estas unidades centralizadas constituyen un elemento clave del trabajo de campo.

Durante el trabajo de campo se deberá programar y realizar reuniones de devolución de resultados preliminares con los actores implicados y vinculados con la intervención, incluyendo a las autoridades e instituciones contraparte de los países en cuestión.

Se contará con el apoyo logístico de Alianza por la Solidaridad en sede y en Jacmel a través de la Comisión de Seguimiento de la Evaluación para la aplicación de la agenda de reuniones, talleres, entrevistas, obtención y procesamiento de datos, así como de los distintos socios locales.

Preparación informe: Preparación, presentación y correcciones al informe de evaluación, que se desarrollará en el lugar de residencia del equipo de consultor. La redacción del informe deberá atenerse a las recomendaciones del punto 8 del presente documento. Se establece un borrador final que se discutirá por todas las partes hasta obtener un informe final. El informe final será entregado a la AECID, así como a los distintos agentes implicados en la intervención.

VII. DOCUMENTOS Y FUENTES DE INFORMACIÓN

Sin ánimo de exhaustividad, a continuación, se exponen los principales documentos que se pondrán a disposición del equipo consultor a la firma del contrato:

- Documento de formulación inicial de la intervención
- Matriz de Planificación de la intervención a evaluar
- Resoluciones de modificaciones realizadas
- Línea de base
- Informes de seguimiento intermedio sus documentos anexos (fuentes de verificación)
- Normativa aplicable a la subvención
- Otra documentación que se considere de interés para la evaluación: Estudio análisis de las OSC, estudio de agua, Informes de seguridad, otros

VIII. ESTRUCTURA Y PRESENTACIÓN DEL INFORME DE EVALUACIÓN

El primer producto, el Plan de evaluación, se pondrán los métodos, las fuentes y los procedimientos de recolección de los datos. Así mismo se incluirá una propuesta de calendario de actividades y de entrega de los productos. Contendrá una puesta al día de la situación del Proyecto según lo reflejado en

los documentos consultados por la evaluación. Este documento, que será consensado con los responsables de la evaluación, contendrá las siguientes secciones:

0. Introducción
1. Antecedentes de la evaluación: objetivos y enfoque general
2. Identificación de unidades y dimensiones de análisis principales y posibles líneas de investigación
3. Principales avances sustantivos y financieros del Proyecto de acuerdo con la documentación consultada
4. Metodología para la recopilación y análisis de la información
5. Criterios para definir la agenda de misión, incluyendo las “visitas de campo”

El Informe Final de evaluación no excederá las 50 páginas (sin contar anexos). Éste irá acompañado de un Resumen Ejecutivo, de un máximo de 5-10 páginas. Asimismo, se deberá presentar una ficha-resumen de la evaluación siguiendo el formato establecido por el CAD de la OCDE para el inventario de evaluaciones de esta institución.

Tras su presentación en formato electrónico y una vez aprobado, el equipo entregará 3 copias en papel de la versión definitiva del Informe Final, así como la versión del documento en formato electrónico.

El informe Final deberá adaptarse a la siguiente estructura:

0. Resumen Ejecutivo.
 1. Introducción en que se presentará el propósito de la evaluación, las preguntas y los resultados principales.
 - Antecedentes y objeto de la evaluación
 - Metodología empleada en la evaluación.
 - Condicionantes y límites del estudio realizado.
 2. Descripción de la intervención evaluada, en la que se indiquen sus objetivos y su estructura lógica de planificación, con especial referencia a las expectativas de cumplimiento en el momento intermedio en que se realiza la evaluación; breve historia y antecedentes; organización y gestión; actores implicados y contexto económico, social, político e institucional en el que se desarrollan.
 3. Análisis de la información recopilada, dando respuesta a las cuestiones y criterios de evaluación establecidos, organizada de acuerdo con el enfoque integral de la evaluación propuesto.
 4. Resultados de la evaluación, presentando las evidencias reveladas en relación con las preguntas de evaluación enunciadas y las interpretaciones formuladas sobre dicha evidencia.
 5. Conclusiones de la evaluación, en relación con los criterios de evaluación establecidos.
 6. Recomendaciones derivadas de la evaluación que se orienten a la mejora de las intervenciones evaluadas a través de indicaciones específicas que mejoren el diseño, procedimientos de gestión, resultados e impactos de las actuaciones.
 7. Las lecciones aprendidas que se desprendan de las conclusiones generales, indiquen buenas prácticas y que puedan ser extrapoladas y retroalimentar las acciones

8. Anexos: toda la documentación generada durante el proceso con un listado de fuentes secundarias (entrevistas, listas de presencia, encuestas, etc)

Toda la documentación producida por el equipo evaluador será entregada en idioma local pero el Informe preliminar y final debe estar obligatoriamente en **español**.

El borrador de informe se discutirá por la Comisión de seguimiento y el equipo evaluador, hasta obtener un documento final.

XI. EQUIPO EVALUADOR

La evaluación será llevada a cabo por una persona física o jurídica que debe tener al menos:

- Conocimiento y experiencia en metodología de planificación, gestión y evaluación de proyectos. Con experiencia específica de evaluaciones proyectos productivos (al menos 5 años), fortalecimiento institucional y de la sociedad civil con enfoque de género.
- Se valorará experiencia en proyectos con enfoque de género y acciones medioambientales
- Conocimiento y experiencia específica previa en Haití
- Se recuerda al equipo evaluador la independencia, no haber tenido una relación laboral con Alianza o su socio local de proyecto durante los tres años (agosto 2018, agosto 2021) en la propuesta de contratación para la evaluación, o relacionada con el diseño, gestión o ejecución de la intervención a evaluar.
- En el caso de que se trate de un equipo de evaluación, se valorará que sea multidisciplinar. Siempre que sea posible, se fomentará la participación de profesionales del país donde se desarrolla la intervención o su entorno, teniendo en cuenta el equilibrio de género.
- El equipo de consultor debe dominar el francés, el criollo y el español.

El formulario de solicitud y el informe de evaluación deberán presentarse en español.

Aun cuando el equipo evaluador será apoyado por los responsables del proyecto durante su misión, será el responsable único de elaborar y entregar el borrador de informe final y el informe final de la evaluación en español.

X. PREMISAS DE LA EVALUACIÓN, AUTORÍA Y PUBLICACIÓN

La persona física o jurídica que realice la evaluación debe respetar los derechos humanos y ser sensible a las consideraciones de género, origen étnico, edad, orientación sexual, lengua, diferencias culturales, costumbres, creencias y prácticas religiosas de todos los agentes implicados en el proceso evaluativo.

Anonimato y confidencialidad.- La evaluación debe respetar el derecho de las personas a proporcionar información asegurando su anonimato y confidencialidad.

Responsabilidad.- Cualquier desacuerdo o diferencia de opinión que pudiera surgir entre los miembros del equipo o entre éstos y los responsables de la intervención, en relación con las conclusiones y/o recomendaciones, debe ser mencionada en el informe. Cualquier afirmación debe ser sostenida por el equipo o dejar constancia del desacuerdo sobre ella.

Integridad.- Los evaluadores tendrán la responsabilidad de poner de manifiesto cuestiones no mencionadas específicamente en el Pliego de Prescripciones Técnicas, si ello fuera necesario para obtener un análisis más completo de la intervención.

Independencia.- El equipo evaluador deberá garantizar su independencia y objetividad en la información, afirmaciones y conclusiones realizadas sobre la intervención evaluada. El equipo evaluador deberá garantizar su independencia de la intervención evaluada, no estando vinculado con su gestión o con cualquier elemento que la compone.

Incidencias.- En el supuesto de la aparición de problemas durante la realización del trabajo de campo o en cualquier otra fase de la evaluación, éstos deberán ser comunicados inmediatamente a la Comisión de Seguimiento o a la Unidad Gestora de la Evaluación según la naturaleza de las incidencias. De no ser así, la existencia de dichos problemas en ningún caso podrá ser utilizada para justificar la no obtención de los resultados establecidos por Alianza por la Solidaridad en el presente pliego de Prescripciones Técnicas.

Convalidación de la información.- Corresponde al equipo evaluador garantizar la veracidad de la información recopilada para la elaboración de los informes, y en última instancia será responsable de la información presentada en el Informe de evaluación.

Informes de evaluación.- La difusión de la información recopilada y del Informe final es prerrogativa de Alianza por la Solidaridad

Entrega de los Informes.- En caso de retraso en la entrega de los informes o en el supuesto en que la calidad de los informes entregados sea manifiestamente inferior a lo pactado con esta Dirección General, serán aplicables las penalizaciones previstas en el contrato suscrito.

Publicación y autoría.- Se aclara que todo derecho de autor recae en la entidad contratante de la evaluación. La divulgación de la información recopilada y del Informe final es prerrogativa de Alianza por la Solidaridad (entidad ejecutora de la subvención y contratante de la evaluación). Sin embargo, la AECID se reserva el derecho de reproducir, distribuir o comunicar públicamente el informe de evaluación sin necesidad de acuerdo previo con dicha entidad, cuando así lo requiera el correcto desarrollo de procedimientos administrativos y lo hará con previa autorización de esta, cuando se requiera por otro tipo de motivos. Cualquier reproducción del informe o sus resultados, deberá contar con la autorización previa de la entidad que realiza el contrato y del financiador principal.

En todo caso, la redacción del informe final de evaluación, presentación y aprobación por la Unidad Gestora de la Evaluación de Alianza por la Solidaridad sede y Alianza por la Solidaridad Haití habrá de producirse antes **del 15 de Agosto de 2021**.

XI. PLAZOS PARA LA REALIZACIÓN DE LA EVALUACIÓN

Para la realización de la evaluación se ha considerado un periodo de **seis semanas** a partir del día de formalización del contrato y de acuerdo con el siguiente calendario tentativo:

		1	2	3	4	5	6
FASE Gabinete	Revisión documentación						
	Afinamiento herramientas metodológicas						
	Preparación trabajo de campo						
FASE Trabajo de campo	Trabajo de campo						
	Talleres devolución resultados						
FASE Redacción informe	Elaboración del Borrador del Informe Final de Evaluación						
	Discusión informe preliminar						
	Redacción informe final						

XII. PRESENTACIÓN DE LA OFERTA TÉCNICA Y ECONOMICA Y CRITERIOS DE VALORACIÓN

Las propuestas técnicas deberán respetar las siguientes características para presentarse a la realización de la evaluación que aquí se contempla:

- Portada donde se indique.
 - Nombre de la empresa o experto/a.
 - Título de la evaluación
 - Datos de contacto de la empresa o experto/a individual.
- Oferta Técnica que incluya:
 - CV detallado de la/ persona/s que formarán el equipo de evaluación.
 - Propuesta de metodología de trabajo.
 - Propuesta de matriz de evaluación
 - Propuesta de Plan de trabajo incluyendo la agenda de la misión.

La oferta económica no deberá superar el monto de 6.000 USD, que debe incluir todos los gastos logísticos que se deriven de la realización de la evaluación.

Para la adjudicación de la evaluación a los equipos interesados se respetarán los principios de:

- Confidencialidad: la información relativa a la evaluación de la propuesta y a las recomendaciones sobre adjudicaciones no se dará a conocer a otras personas que no

tengan participación oficial en el proceso hasta que se haya notificado la adjudicación del contrato a la firma o persona ganadora.

- Aclaración de Propuestas: para facilitar el examen, la evaluación y la comparación de la propuesta, el contratante tendrá la facultad de solicitar a cualquier consultor que aclare su oferta. La solicitud de aclaración y la respuesta se harán por escrito o por correo electrónico; sin embargo, no se solicitará, ofrecerá ni permitirá ninguna modificación de los elementos sustanciales de la propuesta.

La entidad beneficiaria de la subvención deberá aportar, junto con estos Términos de Referencia, la siguiente documentación:

El comité de selección estará conformado por personal de entidad que promueve la evaluación y por las entidades socias, siempre con conocimiento del financiador principal.

El comité de selección, en caso de que el/la consultor/a sea una persona Jurídica, evaluará la situación legal con las siguientes consideraciones: Que la sociedad esté legalmente vigente, que estén correctos los datos de registro de la sociedad, que existe y esté vigente el poder escriturado en donde se autoriza el representante legal, que estén correctos los datos del representante legal.

El proceso de evaluación de la propuesta técnica se realizará según los siguientes criterios:

- **Calidad y experiencia del equipo de consultores. (40 puntos)**
 - El curriculum vitae de cada miembro del equipo. (20 puntos)
 - Una disertación en la que se especifiquen los estudios similares realizados, especialmente en los dos últimos años, y el papel desarrollado por la persona o empresa en estos estudios de evaluación. (20 puntos)
- **Calidad técnica de la propuesta.** Una propuesta técnica para la realización del estudio siguiendo los TdR adjuntos. Esta propuesta incluirá una matriz de evaluación que indique por cada. **(60 puntos)**
 - Criterio o pregunta sobre las técnicas o la metodología que se va a utilizar. (40 puntos)
 - Una oferta financiera (20 puntos)

El plazo límite para la presentación de ofertas será el **04 de abril de 2021** Las ofertas deberán presentarse electrónicamente al correo de la entidad responsable de la evaluación jvelez@aporsolidaridad.org et mlopez@aporsolidaridad.org

Se indicará indicando en el correo la referencia **“Evaluación final Proyecto 18-PR-1289”**